

Chapitre 4 :

Le traumatisme non résolu de la collaboration

Bruno DE WEVER

Dans le débat public et académique flamand sur l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, le concept d'« *onverwerkt verleden* » (expression que l'on peut traduire en français par « passé non résolu ») est devenu iconique depuis la parution de l'ouvrage *Onverwerkt verleden: Collaboratie en repressie in België, 1942-1952* de Luc Huyse et Steven Dhondt en 1991 (ensuite également publié en version française, sous l'intitulé *La répression des collaborations, 1942-1952 : un passé toujours présent*, deux ans plus tard). On peut néanmoins se demander lequel des deux éléments dont il est question dans le titre de ce livre demeure un traumatisme non résolu. Selon moi, il s'agit nettement plus de la répression que de la collaboration. La contribution de Koen Aerts dans le présent *Courrier hebdomadaire* (cf. *supra*) montre de quelle manière, en Flandre essentiellement, le débat social a traité et réglé la question de la répression de la collaboration. Les poussées de fièvre réclamant l'amnistie au cours des décennies de l'après-guerre en témoignent. L'histoire de la collaboration en elle-même semble susciter une véritable réflexion ces dernières années. En Flandre, la conviction selon laquelle la collaboration a été un acte criminel s'est faite jour. Quant à la Belgique francophone, qui n'a jamais eu de doute ou d'incertitude à ce sujet, elle a accepté que la collaboration fait également partie intégrante de son histoire. Si la persistance du passé est une conséquence d'un traumatisme historique, il n'est pas impensable que le traumatisme de la collaboration se manifeste pleinement aujourd'hui.

Le livre de L. Huyse et S. Dhondt a largement contribué à objectiver l'histoire de la répression. Tel est par contre nettement moins le cas concernant la collaboration, étant donné que l'ouvrage traite exclusivement cet aspect en fonction de la répression, comme le démontre la période temporelle traitée, à savoir donc les années allant de 1942 à 1952. Or, de toute évidence, la collaboration a débuté en 1940, et non en 1942 quand le gouvernement belge en exil à Londres a promulgué d'importantes lois de répression, et elle a pris fin à la chute du III^e Reich, et non en 1952 quand le ministre de la Justice a chu sur la question de la sanction de la collaboration. Quoi qu'il en soit, toute personne analysant la répression traite inévitablement aussi des aspects de la collaboration. Certaines critiques ont reproché à L. Huyse et S. Dhondt de ne pas avoir parfaitement relaté la réalité. Pour ma part, il me semble que ces critiques coupent les cheveux en quatre. Pour mieux mettre en lumière l'histoire de la collaboration, ce chapitre fait un tour d'horizon de tout ce qui a été publié et diffusé, que ce soit sous la forme d'ouvrages et d'articles ou de reportages sonores et audiovisuels et aussi bien avant qu'après 1991, concernant la collaboration.

4.1. Les précurseurs académiques et Maurice De Wilde

En 1991, la collaboration constitue un sujet d'étude qui est encore très partiellement inexploré, mais qui n'est en aucun cas un territoire vierge. La bibliographie exhaustive des publications relatives à la Belgique durant la Seconde Guerre mondiale – gérée par le Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde Guerre mondiale (CREHSGM), prédécesseur du Centre d'études et de documentation Guerre et sociétés contemporaines (CEGES) – recense quelque

250 publications relatives à la collaboration et parues entre 1970 et 1990¹. Il s'agit essentiellement d'ouvrages et d'articles en néerlandais. Du côté francophone, les publications sont nettement moins nombreuses, à l'exception de celles de Léon Degrelle qui, depuis son exil en Espagne, se pose en héros de guerre et en génie politique qu'Adolf Hitler aurait voulu avoir pour fils. Du côté néerlandophone, les écrits sont essentiellement des apologies, souvent rédigées par les collaborateurs eux-mêmes, qui ont largement contribué aux perceptions déformées décrites en détail par K. Aerts². Dans ce que celui-ci appelle le « pilier noir » (« *zwarte zuil* ») des collaborateurs et de leurs réseaux, les organes de presse, les livres et même les éditeurs sont utilisés par et parlent des collaborateurs qui dominent le marché flamand. On ne saurait exagérer l'impact de l'hebdomadaire nationaliste flamand de droite *'t Pallieterke* et de son historien Arthur De Bruyne. Les ouvrages récapitulatifs tels que l'*Encyclopedie van de Vlaamse Beweging*³, *Twintig Eeuwen Vlaanderen*⁴ et *Mijn land in de kering*⁵ en portent les traces. Dans les années 1990, les apologistes perdent leur position de leaders du marché en faveur du flux croissant de la littérature académique. Auparavant déjà, d'éminents universitaires contribuent néanmoins à porter un regard critique sur l'histoire de la collaboration.

En règle générale, le trio constitué par *L'An 40* de José Gotovitch et Jules Gérard-Libois⁶, *De Belgische dagbladders onder Duitse censuur* d'Els De Bens⁷ et *Het beleid van het comité van de secretarissen-generaal* de Mark Van den Wijngaert⁸ est considéré comme marquant le début de l'historiographie scientifique relative à l'histoire de la Belgique sous l'occupation allemande durant la Seconde Guerre mondiale. L'ouvrage d'E. De Bens analyse en détail le développement et la teneur de la presse acquise à la collaboration publiée par le parti nationaliste flamand Vlaams Nationaal Verbond (VNV), par l'organisation nationale-socialiste flamande Deutsch-Vlämische Arbeitsgemeinschaft (DeVlag), par l'Algemene-SS Vlaanderen (ASSVL, branche flamande de l'Allgemeine-SS), par le parti nationaliste belge francophone Rex, par des groupes minoritaires de collaborateurs wallons et par l'association de syndicats Union des travailleurs manuels et intellectuels/Unie van Hand- en Geestesarbeiders (UTMI/UHGA). Il convient de remarquer qu'E. De Bens ne fait jamais explicitement référence à la notion de presse de collaboration. De même, elle nuance le tableau dressé par deux éléments. D'une part, la publication de journaux est avant tout une activité économique. D'autre part et partant, le fait de jouer un rôle n'est nullement spécifique aux seuls journalistes, mais est partagé par de nombreuses autres catégories professionnelles et par les groupes d'intérêts. E. De Bens évoque les journaux partisans et les oppose à la presse quotidienne non partisane censurée. Une question importante apparaît en toile de fond, qui consiste à se demander si la

* Ce chapitre a bénéficié de l'aide du programme de recherche BRAIN-be du Service public de programmation de la Politique scientifique fédérale.

¹ N. WOUTERS, « The Second World War in Belgium: 75 years of history (1944-2019) », *Revue belge d'histoire contemporaine*, volume 49, n° 2-3, 2019, p. 32-33.

² K. AERTS, *Kinderen van de repressie. Hoe Vlaanderen worstelt met de bestraffing van de collaboratie*, Anvers, Polis, 2018.

³ J. DELEU et al. (dir.), *Encyclopedie van de Vlaamse Beweging*, 2 tomes, Tiel / Utrecht, Lannoo, 1973-1975.

⁴ M. LAMBERTY et al. (dir.), *Twintig Eeuwen Vlaanderen*, 15 tomes, Hasselt, Heidelberg-Orbis, 1972-1979.

⁵ K. VAN ISACKER, *Mijn land in de kering, 1830-1980*, tome 2 : *De enge ruimte, 1914-1980*, Anvers / Amsterdam, De Nederlandsche Boekhandel, s.d. [1978].

⁶ J. GOTOVITCH, J. GERARD-LIBOIS, *L'an 40 : la Belgique occupée*, Bruxelles, CRISP, 1971.

⁷ E. DE BENS, *De Belgische dagbladders onder Duitse censuur, 1940-1944*, Anvers / Utrecht, De Nederlandsche Boekhandel, 1973.

⁸ M. VAN DEN WIJNGAERT, *Het beleid van het comité van de secretarissen-generaal in België tijdens de Duitse bezetting, 1940-1944*, Bruxelles, Palais des Académies, 1975.

différence entre la collaboration, d'une part, et l'adaptation ou l'accommodation, d'autre part, est intangible ou flexible. De vives critiques se font entendre du côté des nationalistes flamands. Ainsi, A. De Bruyne s'attaque au livre d'E. De Bens dans *'t Pallieterke* pendant douze semaines, en mettant en exergue de petites erreurs factuelles commise dans cet ouvrage pour le discréditer⁹.

De manière assez ironique, l'apologie de la collaboration est profondément minée, pour la première fois, par un historien qui a lui-même eu un passé de collaborateur. Albert De Jonghe acquiert une notoriété nationale grâce à son livre *Hitler en het politieke lot van België*, dans lequel il décortique la lecture léopoldienne de la question royale¹⁰. Sa série d'articles sur la lutte entre le Reichsführer-SS Heinrich Himmler et le chef de l'Administration militaire de la Belgique et du Nord de la France, Eggert Reeder, concernant la nomination d'un chef supérieur de la SS et de la police (Höherer SS- und Polizeiführer, HSSPF)¹¹ en Belgique est néanmoins tout aussi importante. Elle est publiée (en néerlandais et en français) en cinq livraisons dans les *Cahiers d'histoire de la Seconde Guerre mondiale* entre 1974 et 1984¹². Ces articles, qui totalisent plus de mille pages, sont surtout connus et appréciés des spécialistes pour leur analyse descendante de la politique allemande à l'égard de la Belgique. Sous cette optique, ils apportent des informations importantes concernant les organisations de collaboration, qui semblent cependant surtout avoir été les marionnettes de Berlin et des innombrables instances d'occupation allemandes. Dans le chaos organisé qu'est le III^e Reich, dans la lutte de tous contre tous, chaque pôle de pouvoir a ses propres clients. A. De Jonghe démantèle l'image de soi mythomane de L. Degrelle qui, aux yeux d'A. Hitler, est « le seul Belge vraiment utile » (« *der einzig wirklich brauchbare Belgier* ») et qui finit la guerre en tant que mercenaire et représentant politique de la SS. Il réduit également à néant quelques mythes des apologies nationalistes flamandes de la collaboration. Ainsi, il apparaît qu'en mai 1940, Staf De Clercq, le premier leader du VNV, trépigne d'impatience à l'idée de collaborer et que son successeur, Hendrik Elias, n'a aucune intention de mettre un terme à la collaboration parce qu'il se sent menacé politiquement par Berlin. Sur ce dernier point, A. De Jonghe croise le fer dès le milieu des années 1970 avec Frans Van der Elst, qui avance cette hypothèse dans un article académique¹³. Le président de la Volksunie (1955-1975) – qui, en sa qualité d'avocat, est

⁹ R. VAN DE WINKEL, « Wetenschappelijk onderzoek naar de dagbladpers in bezet België (1940-1944): evolutie van een onderzoeksdomein (1966-2005) », in F. SAEYS, H. VERSTRAETEN (dir.), *De media in maatschappelijk perspectief*, Gand, Academia Press, 2005, p. 3-29.

¹⁰ A. DE JONGHE, *Hitler en het politieke lot van België (1940-1944). De vestiging van een Zivilverwaltung in België en Noord-Frankrijk*, tome 1 : *Koningskwesitie en bezettingsregime van de kapitulatie tot Berchtesgaden (28 mei 19 november 1940)*, Anvers / Utrecht, De Nederlandsche Boekhandel, 1972.

¹¹ La nomination, qui octroie le pouvoir de la SS sur le plan politique et policier en Belgique, intervient en juillet 1941 quand A. Hitler décide de remplacer l'administration d'occupation militaire en Belgique par une administration civile (cf. *infra*). Selon A. De Jonghe, la politique d'E. Reeder, qui est la plus haute autorité d'occupation allemande après le commandant militaire, Alexander von Falkenhausen, retarde fortement l'arrivée d'un HSSPF en Belgique.

¹² En néerlandais : A. DE JONGHE, « De strijd Himmler-Reeder om de benoeming van een HSSPF te Brussel (1942-1944) », *Cahiers d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 3, 1974, p. 9-81 ; n° 4, 1976, p. 5-152 ; n° 5, 1978, p. 5-178 ; n° 7, 1982, p. 97-178 ; n° 8, 1984, p. 5-234. En français : A. DE JONGHE, « La lutte Himmler-Reeder pour la nomination d'un HSSPF à Bruxelles (1942-1944) », *Cahiers d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 3, 1974, p. 103-173 ; n° 4, 1976, p. 5-159 ; n° 5, 1978, p. 5-172 ; n° 7, 1982, p. 95-184 ; n° 8, 1984, p. 5-234.

¹³ F. VAN DER ELST, « Dr. Elias als leider van het VNV », *Cahiers d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 3, 1974, p. 83-105 ; A. DE JONGHE, « H. J. Elias als leider van het Vlaams Nationaal Verbond. Kanttekeningen bij een artikel van Frans Van der Elst », *Revue belge d'histoire contemporaine*, volume 5, n° 3-4, 1975, p. 197-238 et volume 7, n° 3-4, 1976, p. 329-423.

intervenu dans le procès contre H. Elias et qui, après sa mort (1973), gère son héritage documentaire – n’insistera plus par la suite.

La série d’articles publiée par A. De Jonghe analyse les stratégies au sommet, mais n’a pas pour ambition de décrire les conséquences sur le terrain. Néanmoins, elle constitue une mine d’informations pour ceux et celles qui désirent étudier la collaboration à partir de la base. Les informations relatives au développement et à l’action des organisations de police sont particulièrement intéressantes, ces dernières jouant un rôle dans le fait que, en 1944, H. Himmler peut enfin mettre à exécution sa volonté de nommer un HSSPF à Bruxelles.

Bien plus que par les cinq articles d’A. De Jonghe, le débat public sur la collaboration est relancé par des séries documentaires télévisées de Maurice De Wilde dans les années 1980. Celles-ci font partie intégrante d’un ensemble de plus de cent documentaires initiés par le « noyau de production Seconde Guerre mondiale » (« productiekern Tweede Wereldoorlog ») de la télévision publique flamande (Belgische Radio en Televisieomroep - BRT puis Belgische Radio- en Televisieomroep Nederlandstalige Uitzendingen - BRTN, actuelle Vlaamse Radio- en Televisieomroep - VRT) et diffusés de la fin des années 1970 jusqu’au début des années 1990.

M. De Wilde n’est pas le seul des visages de la série, mais il est néanmoins le plus célèbre d’entre eux. Ses documentaires mêlent des interviews de témoins et des commentaires historiques qu’il élabore lui-même. Son interview de L. Degrelle relève de la mémoire collective : le journaliste y confronte le prétentieux leader de Rex à ses mensonges en lui présentant des documents historiques. M. De Wilde fait amplement usage des recherches fondamentales d’A. De Jonghe. Quoi qu’il en soit, les documentaires les plus frappants ne traitent pas de la collaboration, mais de la politique d’accommodation des autorités, institutions et acteurs belges. La série *De Nieuwe Orde* (1982) déclenche un vaste débat social, des réactions de Léopold III, ainsi que d’autres événements retentissants, comme une intervention de la justice visant à empêcher la diffusion d’un des documentaires. Diffusés entre 1985 et 1989, les documentaires consacrés à la collaboration proprement dite ont nettement moins de succès et leur indice d’écoute est aussi significativement moins bon¹⁴. Dans ces documentaires, des dizaines de collaborateurs, essentiellement flamands, prennent la parole. Les concepteurs des émissions éprouvent bien plus de difficultés à identifier des collaborateurs francophones prêts à s’exprimer. Certains le font sous le couvert de l’anonymat. De la même manière, peu de collaborateurs choisissent de figurer parmi les témoins dans une série de documentaires *Jours de guerre* diffusés à la radio et à la télévision publiques francophones (Radio-télévision belge de la Communauté française - RTBF) de 1989 à 2001.

Le fait que les collaborateurs flamands acceptent de témoigner à visage découvert à la télévision prouve que l’image de la collaboration est suffisamment profondément ancrée dans l’opinion majoritaire flamande ou, du moins, que l’opinion publique est à ce point indifférente que les témoins peuvent se risquer à une confrontation. En Belgique francophone, cela semble par contre impossible.

Les documentaires télévisés donnent lieu à une série de livres sur l’histoire de la collaboration, ainsi qu’à une toute première tentative de synthèse sur ce même sujet. Celle-ci est signée par M. De Wilde, qui traite des causes de la collaboration en Flandre, du parti fasciste flamand

¹⁴ V. VANDEN DAELEN, « Loe de Jong en Maurice De Wilde. Twee oorlogsmonumenten », *Cahiers d’histoire du temps présent*, n° 22, 2010, p. 161-196.

Verbond van Dietsche Nationaal Solidaristen (Verdinaso), du VNV et de l'Algemene-SS Vlaanderen¹⁵. La deuxième partie de cette recherche, qui devait être consacrée à la collaboration en Belgique francophone, n'a jamais vu le jour. Herman Van de Vijver, un autre collaborateur de la cellule de production, réalise une série de documentaires sur la vie culturelle durant l'occupation, qui est prolongée par un livre traitant de divers aspects de la collaboration culturelle¹⁶. Etienne Verhoeyen, qui est le principal collaborateur de M. De Wilde et est lui-même réalisateur et auteur d'ouvrages consacrés notamment à la résistance et à la politique d'accommodation¹⁷, publie en 1993 une première synthèse de l'histoire de l'occupation, dans laquelle il intègre les résultats des nouvelles recherches menées sur la collaboration¹⁸. Réalisée sous la direction de Francis Balace (ULg), la série intitulée *Jours de guerre* comporte, sous le titre *Jours noirs*, une partie intégralement consacrée à la collaboration en Belgique francophone en 1940-1941¹⁹, ainsi qu'une série d'articles variés sur divers aspects de la collaboration dans la période ultérieure de la guerre.

4.2. Les livres sur la collaboration de Rex et du VNV

La vaste attention des médias accordée à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale stimule la recherche académique. En 1984, je publie moi-même un livre sur l'histoire des volontaires flamands de la Vlaams Legioen (Légion flamande) et de la Waffen-SS²⁰. Cet ouvrage repose notamment sur une quarantaine d'interviews. Le fait de relater l'histoire orale est un choix délibéré, mais cette décision s'explique aussi par le manque de dossiers répressifs qui, à l'époque de mes recherches, ne pouvaient en principe pas encore être consultés, même si M. De Wilde y a eu accès. Mon livre est essentiellement une histoire politique qui contrebalance avant tout les innombrables séries de livres et documents apologétiques émanant ou traitant des volontaires flamands partis combattre sur le front de l'Est. C'est pourquoi il n'accorde que trop peu d'attention à l'afflux apolitique de volontaires, plus important que ce que j'avais alors estimé, ainsi qu'il ressortira des études postérieures²¹. De même, l'implication des volontaires flamands dans la guerre d'extermination en Union soviétique n'est que peu abordée. En 1989, je publie également une biographie politique du premier leader du VNV, S. De Clercq, retraçant l'évolution idéologique du nationalisme flamand et la responsabilité personnelle de S. De Clercq dans la collaboration²². Signée par Lode Wils et parue à la même époque, une histoire du Mouvement flamand pendant et aux alentours de la Seconde Guerre mondiale dresse la même analyse²³. En 1991, Frank Seberechts publie une étude sur DeVlag et la collaboration

¹⁵ M. DE WILDE, *De kollaboratie*, tome 1, Anvers / Amsterdam, De Nederlandsche Boekhandel, 1985. Cet ouvrage constitue le cinquième numéro de la collection « België in de Tweede Wereldoorlog ».

¹⁶ H. VAN DE VIJVER, *Het cultureel leven tijdens de bezetting*, Anvers, De Nederlandsche Boekhandel, 1990. Cet ouvrage constitue le huitième numéro de la collection « België in de Tweede Wereldoorlog ».

¹⁷ E. VERHOEYEN *et al.*, *Het minste kwaad*, Anvers, De Nederlandsche Boekhandel / Pelckmans, 1990. Cet ouvrage constitue le neuvième numéro de la collection « België in de Tweede Wereldoorlog ».

¹⁸ E. VERHOEYEN, *België bezet, 1940-1944. Een synthese*, Bruxelles, BRTN, 1993.

¹⁹ F. BALACE (dir.), *Jours noirs*, Bruxelles, Crédit communal de Belgique, 1992. Cet ouvrage constitue le huitième numéro de la collection « Jours de guerre ».

²⁰ B. DE WEVER, *Oostfronters: Vlamingen in het Vlaams Legioen en de Waffen-SS*, Tielt, Lannoo, 1984.

²¹ K. CARREIN, « De Vlaamse Oostfronters. Sociaal profiel en wervingsverloop, november 1941-augustus 1944 », *Cahiers d'histoire du temps présent*, n° 6, 1999, p. 107-149.

²² B. DE WEVER, *Staf De Clercq*, Bruxelles, Grammens, 1989.

²³ L. WILS, *Honderd jaar Vlaamse Beweging*, tome 3 : *Geschiedenis van het Davidsfonds in en rond Wereldoorlog II*, Louvain, Davidsfonds, 1989.

grand-allemande²⁴. En 1993 et 1994, deux ans après la sortie de *Onverwerkt verleden*, paraissent de façon pratiquement simultanée deux études fouillées, basées sur des analyses de sources systématiques, menées dans le cadre de thèses de doctorat et consacrées à la collaboration en Belgique. L'historien britannique Martin Conway s'intéresse à L. Degrelle et au rexisme durant la Seconde Guerre mondiale²⁵, et moi-même au nationalisme flamand durant l'entre-deux-guerres et la guerre avec une attention toute particulière au VNV²⁶. La différence de situation entre les deux auteurs, qui ne se connaissent alors pas, ne pourrait être plus grande. M. Conway, qui étudie l'histoire à Oxford, est tombé par hasard sur le sujet en raison de son intérêt pour la Belgique, de sa connaissance de la langue française et d'un promoteur qui, en tant que soldat britannique, a été stationné en Belgique en 1944-1945. Pour ma part, je suis issu d'un milieu nationaliste flamand et j'ai donc grandi avec les mythes et les apologies de la collaboration. Ma thèse doctorale est aussi l'aboutissement d'une évolution personnelle. L'accueil réservé aux deux ouvrages est aussi différent. Publié par la prestigieuse Yale University Press, l'ouvrage *Collaboration in Belgium* de M. Conway est aussi traduit en français et en néerlandais, et reçoit une introduction adaptée de J. Gotovitch en français²⁷. Sur le plan international, la collaboration et, par extension, le fascisme étaient et restent fortement assimilés à L. Degrelle, du fait de la visibilité du personnage qui, jusqu'à sa mort en 1994, a été le pivot d'un réseau néofasciste. Le travail de M. Conway renforce la connotation. Quant à lui, mon livre *Greep naar de macht* est publié par l'éditeur flamand Lannoo et n'est pas traduit, de sorte que l'histoire de la collaboration en Flandre ne bénéficie que d'une moindre diffusion sur la scène internationale et notamment francophone. Dès lors, la perception internationale de la collaboration en Belgique reflète la perception belge : dans les débats sociaux et politiques, la collaboration est considérée comme un phénomène flamand.

Les deux ouvrages abordent la collaboration dans un cadre politico-institutionnel selon une perspective descendante. Les documents et dossiers judiciaires d'époque, entre-temps devenus librement consultables pour étude, constituent leurs principales sources. Les interviews de témoins sont secondaires. M. Conway, qui a déjà estimé auparavant le parti Rex de l'entre-deux-guerres doit être qualifié de formation populiste de droite plutôt que de formation fasciste²⁸, considère la collaboration de Rex comme un projet personnel de L. Degrelle, qui a utilisé son parti et l'envoi de ses partisans sur le front de l'Est pour promouvoir sa carrière politique, et lui permet de se propulser au rang de *Chef der wallonischen Volksgruppe* grand-allemand et représentant de la SS. L'isolement politique et social de Rex ne fait dès lors que s'accroître et débouche sur une escalade de la violence en 1943 et 1944, quand les rexistes organisent des milices policières avec le soutien de la SS pour faire face aux attaques de la résistance à leur rencontre.

²⁴ F. SEBERECHTS, *Geschiedenis van de DeVlag. Van cultuurbeweging tot politieke partij, 1935-1945*, Gand, Perspectief, 1991.

²⁵ M. CONWAY, *Collaboration in Belgium: Léon Degrelle and the Rexist Movement 1940-1944*, New Haven / Londres, Yale University Press, 1993.

²⁶ B. DE WEVER, *Greep naar de macht. Vlaams-nationalisme en Nieuwe Orde: het VNV, 1933-1945*, Tiel / Gand, Lannoo / Perspectief, 1994.

²⁷ M. CONWAY, *Degrelle, les années de collaboration. 1940-1944, le rexisme de guerre*, Ottignies-Louvain la Neuve, Quorum, 1994 (et réédition : *Degrelle, les années de collaboration*, Bruxelles, Labor, 2005) ; M. CONWAY, *Collaboratie in België. Léon Degrelle en het rexisme, 1940-1944*, Grand-Bigard, Globe, 1994.

²⁸ M. CONWAY, « Building the Christian City: Catholics and Politics in Inter-War Francophone Belgium », *Past and Present: A Journal of Historical Studies*, volume 128, n° 1, 1990, p. 117-151.

Pour ma part, afin d'expliquer la collaboration du VNV, j'attache beaucoup d'importance à l'idéologie du parti, qui, déjà avant la guerre, rompt avec la démocratie parlementaire et embrasse le fascisme. Une aile radicale du parti voit une nouvelle guerre comme une opportunité de mettre en œuvre le programme séparatiste et de s'emparer du pouvoir politique en Flandre. La *Flamenpolitik* (politique des Flamands) pratiquée par A. Hitler offre au VNV la possibilité d'infiltrer essentiellement et massivement les administrations locales, avec le soutien de l'administration d'occupation. Pour ce faire, la direction du parti doit néanmoins, d'une part, reconnaître A. Hitler comme la puissance suprême appelée à décider du sort politique de la Belgique et, d'autre part, engager ses partisans en tant que troupes auxiliaires dans le pays occupé et en tant que soldats sur les fronts allemands. Dès la fin de l'année 1940, le VNV est confronté à un concurrent grand-allemand dans le cadre de la collaboration. L'Algemene-SS Vlaanderen et, à partir de 1942, l'organisation DeVlag de Jef Van de Wiele sont soutenus par la puissante SS. Finalement, en 1944, A. Hitler fait pencher la balance en faveur de J. Van de Wiele, qui est nommé *Landesleiter der flämischen Volksgruppe* ; quant à lui, le VNV est mis au rancart politique²⁹. Le parti qui, à son heure de gloire en 1941, comptait quelque 50 000 adhérents, entame une chute libre à partir de 1943. Des milliers de membres portant l'uniforme de formations armées et occupant des postes administratifs ne peuvent plus revenir. Ils sont la cible de la résistance armée et, à certains endroits, le VNV déclenche une spirale de violences stimulées par les actes de terrorisme.

Mon ouvrage *Greep naar de macht* paraît alors que la Flandre se remet difficilement de la gueule de bois provoquée par le « dimanche noir » qu'a constitué le scrutin législatif du 24 novembre 1991. La percée du Vlaams Blok, parti séparatiste flamand d'extrême droite, confère une vaste visibilité sociale au livre consacré à la fascisation du nationalisme flamand dans les années 1930 et 1940. Le livre est également instrumentalisé dans la lutte croissante entre le Vlaams Blok et la Volksunie. Il influence le « pardon historique » demandé pour la collaboration du nationalisme flamand par l'historien Frans-Jos Verdoodt, lui-même fils d'un éminent collaborateur, depuis la tribune du pèlerinage à l'Yser de 2000 au nom du comité organisateur des pèlerinages. Selon K. Aerts, cette demande scelle le *split brain* du Mouvement flamand³⁰.

4.3. Un âge d'or de l'histoire de l'occupation

L'histoire de l'occupation allemande en Belgique durant la Seconde Guerre mondiale a le vent en poupe. Nico Wouters parle d'un « âge d'or » (« *gouden tijdperk* »)³¹. Une série d'ouvrages majeurs mettent l'accent sur la politique de l'accommodation ou politique du moindre mal. En 1994, Jan Velaers et Herman Van Goethem publient un livre sur le roi Léopold III, qui démontre clairement que le souverain était à deux doigts d'imposer une collaboration d'État pendant la Seconde Guerre mondiale, notamment en raison de sa conception autoritaire de l'État³². Alain Dantoing, collaborateur du CEGES, étudie dans *La "collaboration" du cardinal* la position du

²⁹ A. DE JONGHE, « De strijd Himmler-Reeder om de benoeming van een HSSPF te Brussel (1942-1944) », *Cahiers d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 7, 1982, p. 174 ; W. C. M. MEYERS, « "De Vlaamse Landsleiding". Een emigrantenregering in Duitsland na september 1944? », *Cahiers d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 2, 1972, p. 67-68.

³⁰ K. AERTS et al., *Was opa een nazi? Speuren naar het oorlogsverleden*, Tielt, Lannoo, 2017, p. 208. Cet ouvrage a été traduit en français : *Papy était-il un nazi ? Sur les traces d'un passé de guerre*, Bruxelles, Racine, 2017.

³¹ N. WOUTERS, « The Second World War in Belgium: 75 years of history (1944-2019) », *op. cit.*

³² J. VELAERS, H. VAN GOETHEM, *Leopold III. De koning, het land, de oorlog*, Tielt, Lannoo, 1994.

cardinal Joseph-Ernest Van Roey et de la hiérarchie ecclésiastique ; dès le titre, l'usage de guillemets indique que la collaboration est perçue comme un concept problématique dans ce contexte³³. Marnix Beyen analyse la manière dont, au cours de l'occupation, divers spécialistes du passé (depuis les historiens jusqu'aux archivistes en passant par les conservateurs) abordent leur domaine d'expertise, pour constater que la « fabrique de l'histoire » poursuit son travail alors que les collaborateurs utilisent le passé à des fins politiques³⁴. C'est dans ce même ordre d'idées que s'inscrit l'ouvrage collectif *Collaboratie of cultuur?* (dû notamment à la plume du spécialiste louvaniste de l'histoire de la littérature Dirk De Geest) consacré aux revues culturelles³⁵ et le livre de Virginie Devillez relatif à la production artistique³⁶. Dans *Oorlogsburgemeesters 40/44*, N. Wouters analyse la prise de pouvoir des collaborateurs dans les administrations locales ; il met aussi en lumière la complexité de l'administration locale en temps de guerre et la vaste zone de contact entre collaboration et accommodation³⁷. Il approfondit plus tard ce thème dans *De Führerstaat* pour tous les niveaux d'administration³⁸. C'est surtout la zone de tension entre la collaboration économique et la politique du moindre mal qui fait couler l'encre³⁹. En 1974 déjà, l'historien américain John R. Gillingham jette un pavé dans la marre avec la thèse qu'il défend à Berkeley. Elle est publiée en 1977 sous le titre *Belgian Business in the Nazi-New Order*⁴⁰, puis traduite en néerlandais en 1979 sous le titre éloquent *Geld maken in oorlogstijd* et publiée par l'éditeur de gauche Kritak⁴¹. La « doctrine Galopin » (ainsi dénommée par référence au gouverneur de la Société générale, Alexandre Galopin), qui définit les conditions de la collaboration économique des entreprises belges avec l'occupant, est placée dans la perspective de la collusion entre le grand capital et le fascisme. La thèse suscite un vif débat entre les historiens. Dans la postface du livre, E. Verhoeyen objecte déjà qu'une perspective économique plutôt que politique peut offrir une explication. C'est également la vision de certains historiens de l'économie, tels Herman Van der Wee, qui publie lui aussi plus tard une étude sur la Banque nationale de Belgique (BNB) et la Banque d'émission⁴². Les titres *Nood breekt wet* de M. Van den Wijngaert⁴³ et *Industriële*

³³ A. DANTOING, *La "collaboration" du cardinal. L'Église de Belgique dans la Guerre de 40*, Bruxelles, De Boeck-Wesmael, 1991. Plus tard, sont aussi publiés R. BOUDENS, *Kardinaal Van Roey en de Tweede Wereldoorlog*, Averbode, Altiora, 1997 ; F. MAERTEN, F. SELLESLAGH, M. VAN DEN WIJNGAERT (dir.), *Entre la peste et le choléra. Vie et attitudes des catholiques sous l'occupation*, Bruxelles / Ottignies-Louvain la Neuve, CEGES / Quorum / Arca, 1999.

³⁴ M. BEYEN, *Oorlog en verleden: nationale geschiedenis in België en Nederland, 1938-1947*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2002.

³⁵ D. DE GEEST et al., *Collaboratie of cultuur? Een Vlaams tijdschrift in bezettingstijd (1941-1944)*, Anvers / Amsterdam, Kritak / Meulenhoff, 1997.

³⁶ V. DEVILLEZ, *Le retour à l'ordre. Art et politique en Belgique, 1918-1945*, Bruxelles, Dexia / Labor, 2002.

³⁷ N. WOUTERS, *Oorlogsburgemeesters 40/44: lokaal bestuur en collaboratie in België*, Tielt, Lannoo, 2004.

³⁸ N. WOUTERS, *De Führerstaat. Overheid en collaboratie in België (1940-1944)*, Tielt, Lannoo, 2006.

³⁹ Sur ce sujet, cf. D. LUYTEN, « Recht, staat, economie. Kanttekeningen bij de historiografie over economische collaboratie en haar repressie tijdens en na de Tweede Wereldoorlog in België », *Revue belge d'histoire contemporaine*, volume 49, n° 2-3, 2019, p. 82-109.

⁴⁰ J. GILLINGHAM, *Belgian Business in the Nazi New Order*, Gand, Jan Dhondt Foundation, 1977.

⁴¹ J. GILLINGHAM, *Geld maken in oorlogstijd: economische collaboratie, 1940-1945*, Louvain, Kritak, 1979.

⁴² H. VAN DER WEE, « L'économie belge au cours de la Seconde Guerre mondiale et le problème de la collaboration industrielle », *Revue belge de philologie et d'histoire*, volume 57, n° 2, 1979, p. 397-409 ; H. VAN DER WEE, M. VERBREYT, *A Small Nation in the Turmoil of the Second World War: Money, Finance and Occupation (Belgium, its Enemies, its Friends, 1939-1945)*, Louvain, Leuven University Press, 2009.

⁴³ M. VAN DEN WIJNGAERT, *Nood breekt wet. Economische collaboratie of accommodatie: het beleid van Alexandre Galopin, gouverneur van de Société générale tijdens de Duitse bezetting (1940-1944)*, Tielt, Lannoo, 1990.

“collaboratie” in België de Patrick Nefors (remarquez les guillemets)⁴⁴ relatifs à la politique d’A. Galopin mettent clairement en lumière le fait que, sur la plan de la recherche scientifique, la notion de collaboration obscurcit plus qu’elle ne clarifie les aspects économiques de l’occupation, même si l’existence d’une collaboration de grande ampleur entre les entreprises et l’occupant voire d’une collaboration économique au sens strict est indéniable, comme Dirk Luyten le démontre également dans son livre consacré à la collaboration économique et à sa répression⁴⁵.

La recherche relative à la collaboration *stricto sensu* se poursuit elle aussi. Entre 1991 et 2006, paraissent 136 publications portant sur cette thématique⁴⁶. Proportionnellement, les publications sont moins nombreuses qu’au cours des deux décennies précédentes (cf. *supra*), mais la part de la littérature scientifique augmente au détriment de l’apologie. En Flandre surtout, de nouveaux ouvrages continuent à excuser la collaboration. Le bibliothécaire courtraisien Pieter Jan Verstraete occupe une place particulière dans ce segment. À partir de 1990, il publie une multitude de livres et de brochures qui sont, pour la plupart, des biographies de grands et petits collaborateurs, et notamment du chef de la propagande du VNV Reimond Tollenaere, du leader du VNV H. Elias et du bourgmestre de Renaix Leo Vindevogel⁴⁷. L’œuvre de P. J. Verstraete diffère de celle d’A. De Bruyne, figure de proue de la précédente génération d’hagiographes (cf. *supra*). Alors qu’A. De Bruyne se pose en avocat plutôt qu’en historiographe, comme il le dit lui-même, et n’hésite pas à manipuler les faits, P. J. Verstraete est plus fiable sur le plan factuel. Au niveau de l’interprétation, la différence est moindre, étant donné que, pour P. J. Verstraete aussi, la collaboration est l’œuvre d’idéalistes qui avaient à cœur de servir et défendre les intérêts de la Flandre et du peuple flamand. Des biographies critiques de pontes de la collaboration paraissent également, entre autres Gerard Romsée⁴⁸, Cyriel Verschaeve⁴⁹, Reimond Speleers⁵⁰, Robert Van Roosbroeck⁵¹ et Hendrik De Man⁵². Il est à souligner que c’est une auteure francophone qui publie la première biographique critique consacrée à August Borms⁵³.

La production scientifique est alimentée par un flux croissant de mémoires présentés dans les universités belges à compter du début des années 1990. La collaboration flamande d’une part, et francophone, d’autre part, sont étudiées en particulier respectivement à l’UGent et à l’ULg⁵⁴.

⁴⁴ P. NEFORS, *Industriële “collaboratie” in België. De Galopindoctrine, de Emissiebank en de Belgische industrie in de Tweede Wereldoorlog*, Kessel-Lo, Van Halewyck, 2000. Les guillemets disparaîtront dans le titre de la traduction française : P. NEFORS, *La collaboration industrielle en Belgique, 1940-1945*, Bruxelles, Racine, 2006.

⁴⁵ D. LUYTEN, *Burgers boven elke verdenking? Vervolging van de economische collaboratie in België na de Tweede Wereldoorlog*, Bruxelles, VUBpress, 1996. Cet auteur a également publié sur le corporatisme pendant la guerre : D. LUYTEN, *Ideologie en praktijk van het corporatisme tijdens de Tweede Wereldoorlog*, Bruxelles, VUBpress, 1997.

⁴⁶ N. WOUTERS, « The Second World War in Belgium: 75 years of history (1944-2019) », *op. cit.*, p. 33 et 64.

⁴⁷ P. J. VERSTRAETE, *Reimond Tollenaere: biografie*, Courtrai, chez l’auteur, 1996 ; P. J. VERSTRAETE, *Hendrik Jozef Elias: biografie*, 2 tomes, Courtrai, chez l’auteur, 2005 ; P. J. VERSTRAETE, *Leo Vindevogel: biografie*, Courtrai, chez l’auteur, 2013.

⁴⁸ E. RASKIN, *Gerard Romsée: een ongewone man, een ongewoon leven*, Anvers, Hadewijch, 1995.

⁴⁹ R. VANLANDSCHOOT, *Kapelaan Verschaeve. Biografie*, Tielt / Gand, Lannoo / Perspectief, 1998.

⁵⁰ J. DEDEURWAERDER, *Professor Speleers: een biografie*, Anvers / Gand, Perspectief / Academia Press, 2002.

⁵¹ A. VAN NIMMEN, *Rob Van Roosbroeck en tijdgenoten: het verdriet van Vlaanderen*, Gand, Academia Press, 2014.

⁵² J. W. STUTJE, *Hendrik De Man: een man met een plan. Biografie*, Anvers, Polis, 2018.

⁵³ C. VAN EVERBROECK, *August Borms: zijn leven, zijn oorlogen, zijn dood. De biografie*, Anvers / Amsterdam, Manteau / Meulenhoff, 2005.

⁵⁴ N. WOUTERS, « The Second World War in Belgium: 75 years of history (1944-2019) », *op. cit.*, p. 36-37.

Le nombre de mémoires consacrés à la collaboration francophone, notamment sous la direction de F. Balace, contraste avec la relative rareté des publications sur le sujet, qui s'explique essentiellement par l'identification persistante des francophones avec la résistance⁵⁵. Des publications critiques bien documentées sur la collaboration francophone sont néanmoins éditées. L'historien amateur Eddy De Bruyne signe divers livres sur L. Degrelle et sur les Wallons partis sur le front de l'Est⁵⁶ et même une *Encyclopédie de l'occupation, de la collaboration et de l'Ordre nouveau en Belgique francophone*⁵⁷. En 2008, un ouvrage récapitulatif est publié sur la collaboration militaire francophone⁵⁸, après que j'ai moi-même ébauché un aperçu de la collaboration militaire dans toute la Belgique⁵⁹. La collaboration culturelle et littéraire francophone est aussi décrite avec minutie s'agissant d'écrivains et journalistes tels que Paul De Man, Félicien Marceau, Robert Poulet, José Streeel et Raymond De Becker⁶⁰. Une compilation voit le jour concernant ce dernier qui, jusqu'en 1943, joue un rôle important dans la collaboration politique⁶¹. Une biographie est par ailleurs consacrée au pont du rexisme, J. Streeel⁶². Enfin, L. Degrelle lui-même a droit à sa biographie critique, rédigée par un historien amateur flamand ; elle est actuellement disponible uniquement en néerlandais⁶³. Une thèse de doctorat se penche sur Radio Bruxelles, une radio partisane de la collaboration⁶⁴.

On ne saurait dès lors soutenir que la collaboration en Belgique francophone est une page blanche, même si le sujet a été un peu moins exploré que son pendant flamand. En outre, bien plus qu'en Flandre, la collaboration est perçue comme un corps étranger en Wallonie. À ce sujet, il convient de souligner que l'*Encyclopédie du Mouvement wallon* ne comporte aucune entrée sur L. Degrelle et le rexisme eu égard au fait que, à strictement parler, ils n'auraient rien à voir avec le Mouvement wallon, même si A. Hitler fait de L. Degrelle le chef du peuple *wallon*

⁵⁵ C. KESTELOOT, « La résistance : ciment d'une identité en Wallonie ? », in G. DRIGEARD, C. KESTELOOT (dir.), *La Résistance et les Européens du Nord*, Bruxelles, CREHSGM, 1994, p. 416.

⁵⁶ Notamment, E. DE BRUYNE, *Les Wallons meurent à l'Est : la Légion Wallonie et Léon Degrelle sur le front russe, 1941-1945*, Bruxelles, Didier Hatier, 1991 ; E. DE BRUYNE, *La collaboration francophone en exil*, Housse, chez l'auteur, 1997 ; E. DE BRUYNE, *Léon Degrelle et la Légion Wallonie : la fin d'une légende*, Liège, Luc Pire, 2011 ; E. DE BRUYNE, *Moi, Führer des Wallons ! Léon Degrelle et la collaboration Outre-Rhin, septembre 1944 - mai 1945*, Liège, Luc Pire, 2012 ; E. DE BRUYNE, *Les commandos wallons d'Hitler, septembre 1944 - mai 1945*, Liège, Luc Pire, 2013. Cf. aussi E. DE BRUYNE, M. RIKMENSPOEL, *For Rex and for Belgium: Leon Degrelle and walloon political and military collaboration, 1940-45*, Solihull, Helion & Company, 2004.

⁵⁷ E. DE BRUYNE, *Encyclopédie de l'occupation, de la collaboration et de l'Ordre nouveau en Belgique francophone (1940-1945)*, La-Roche-en-Ardenne, Cercle d'histoire et d'archéologie Segnia, 2016.

⁵⁸ F. PLISNIER, *Ils ont pris les armes pour Hitler : la collaboration armée en Belgique francophone*, Bruxelles, La Renaissance du livre, 2008.

⁵⁹ B. DE WEVER, « Militaire collaboratie in België tijdens de Tweede Wereldoorlog », *Bijdragen en Mededelingen betreffende de Geschiedenis der Nederlanden*, n° 118, 2003, p. 22-40.

⁶⁰ P. ARON, D. DE GEEST, P. HALEN, A. VANDEN BRAEMBUSSCHE (dir.), *Leurs occupations : l'impact de la Seconde Guerre mondiale sur la littérature en Belgique*, Bruxelles, Textyles / CREHSGM, 1997 ; P. ARON, C. VANDERPELEN-DIAGRE, *Vérités et mensonges de la collaboration : trois écrivains racontent "leur" guerre (Raymond De Becker, Félicien Marceau, Robert Poulet)*, Bruxelles, Labor, 2006.

⁶¹ O. DARD, E. DESCHAMPS, G. DUCHENNE (dir.), *Raymond De Becker (1912-1969) : itinéraire et facettes d'un intellectuel réprouvé*, Bruxelles et al., Peter Lang, 2013.

⁶² J.-M. DELAUNOIS, *De l'action catholique à la collaboration : José Streeel*, Soignies, chez l'auteur, 1992 (puis Courcelles / Bruxelles, Legrain-Bourtembourg, 1993).

⁶³ B. CHEYNS, *Léon Degrelle, de Führer uit Bouillon: biografie*, Anvers, Vrijdag, 2017.

⁶⁴ C. RASE, *Les ondes en uniforme : la propagande de Radio Bruxelles en Belgique occupée (1940-1944)*, Namur, Presses universitaires de Namur, 2011.

et que ses partisans se battent dans le cadre d'unités *waltonnes* sur le front de l'Est⁶⁵. Le contraste par rapport à la *Nieuwe Encyclopedie van de Vlaamse Beweging* – dans laquelle une série de petits et grands collaborateurs de tendance nationaliste flamande et grand-allemande est passée en revue dans des entrées critiques – est important⁶⁶. Il convient néanmoins de remarquer que certains ouvrages récapitulatifs de l'histoire wallonne évoquent sans ambages la collaboration⁶⁷. Il n'en demeure pas moins que le Mouvement flamand s'est enfoncé plus profondément dans la collaboration que le Mouvement wallon, et qu'il a longtemps continué à minimiser la collaboration comme une forme de flamingantisme d'une autre époque et faisant usage d'autres moyens.

4.4. L'étude des collaborateurs et de leurs motivations

L'approche ascendante focalisée sur les actions et les motivations des collaborateurs ordinaires est courante dans les études académiques relatives à la collaboration. Dans l'édition commerciale de sa thèse consacrée à la motivation et à l'image des collaborateurs flamands dans le monde (qui applique une méthode d'analyse du discours, a recours à une biographie collective et repose essentiellement sur les dossiers répressifs), Aline Sax défend l'hypothèse selon laquelle les collaborateurs sont animés par une très vaste palette de motifs variés⁶⁸. Quelque 40 % d'entre eux sont exclusivement poussés par des motifs idéologiques, sans qu'aucune raison économique n'entre en ligne de compte. Pour un pourcentage pratiquement similaire, ce sont des motifs économiques qui sont en jeu, mais également, pour une partie d'entre eux, des motifs idéologiques, de sorte que la part des motivations idéologiques monte à près de 65 %. Les motivations économiques prévalent chez les collaborateurs des classes inférieures, condamnés pour la plupart pour des faits de collaboration militaire. Les motivations idéologiques relèvent principalement de l'adhésion au national-socialisme et de l'admiration pour A. Hitler. Les conclusions de cette thèse démontrent deux choses. D'une part, l'accent politique des études précédentes portant sur la collaboration, y compris la mienne consacrée au VNV, laisse un angle mort, en ce que ces études négligent les collaborateurs qui ne sont pas animés par des motivations idéologiques. Cela vaut surtout pour la collaboration militaire. D'autre part, est confirmée l'importance de la fascisation du nationalisme flamand en tant que cause de la collaboration. De nombreuses recherches doivent encore être menées sur ce plan. De même, les études psychosociologiques, criminologiques et juridiques oubliées, réalisées dans l'immédiate après-guerre dans le cadre du reclassement des collaborateurs sanctionnés, méritent également une réévaluation. Ainsi, en 1946 déjà, le criminologue Léo De Bray démontre que la proportion de condamnés exerçant une fonction publique est plus élevée en

⁶⁵ P. DELFORGE, P. DESTATTE, M. LIBON, *Encyclopédie du Mouvement wallon*, 4 tomes, Mont-sur-Marchienne / Charleroi / Namur, Institut Jules Destrée, 2000-2010. Trois entrées sont néanmoins consacrées à des groupes de collaborateurs wallingants : le Comité national wallon, le Mouvement nationaliste wallon et la Communauté culturelle wallonne.

⁶⁶ R. DE SCHRYVER, B. DE WEVER, G. DURNEZ *et al.* (dir.), *Nieuwe Encyclopedie van de Vlaamse Beweging*, 3 tomes, Tielt, Lannoo, 1998.

⁶⁷ Cf., par exemple, l'article de démythification remarquable que constitue A. BOLAND, « Les naissances de la Wallonie (1914-1972) », in L. GENICOT (dir.), *Histoire de la Wallonie*, Toulouse, Privat, 1973, p. 413-466. Cf. aussi J. GOTOVITCH, « Wallons et Flamands : le fossé se creuse... », H. HASQUIN (dir), *La Wallonie, le pays et les hommes, Histoire, économie, société*, tome 2, Bruxelles, Renaissance du Livre, 1980, p. 295-317.

⁶⁸ A. SAX, *Voor Vlaanderen, volk en Führer: de motivatie en het wereldbeeld van Vlaamse collaborateurs tijdens de Tweede Wereldoorlog, 1940-1945*, Anvers, Manteau, 2012.

Flandre (69 %) ⁶⁹ que dans le reste de la Belgique. De même, l'incidence de la détention collective sur l'identité collective des collaborateurs doit être prise en considération dans l'étude des motivations ⁷⁰.

La recherche ascendante sur la collaboration est présente dans la riche historiographie locale. N. Wouters constate que les micro-histoires représentent une part sensible de la production historiographique relative au sujet ⁷¹. Tenter de dresser la liste des villes et communes pour lesquelles l'histoire de la collaboration a été étudiée et relatée dans des livres ou décrite dans des revues locales est une tâche titanesque. Il n'est pas rare que les auteurs de ces études se basent sur une heuristique solide et, parfois, sur la consultation de dossiers judiciaires. Les études familiales fournissent également d'innombrables micro-données. Les descendants de collaborateurs mènent des recherches depuis longtemps, souvent dans le but explicite de réhabiliter des membres de leur famille. Au cours de la dernière décennie cependant, on constate un flux croissant de publications dans lesquelles les descendants de collaborateurs portent un regard plus critique sur leur histoire familiale et se demandent comment leurs aïeux ont pu être liés au national-socialisme et à ses crimes.

4.5. La collaboration vue d'Auschwitz

Depuis les années 1960, l'histoire de l'extermination des Juifs occupe une place de plus en plus centrale dans la mémoire collective occidentale de la Seconde Guerre mondiale. En Belgique, le phénomène ne s'est implanté que sensiblement plus tard. Ce n'est que dans les années 1980 qu'est publié, uniquement en français, l'ouvrage de référence *L'étoile et le fusil* de Maxime Steinberg ⁷². En Flandre, c'est surtout le livre de Lieven Saerens sur l'histoire des Juifs d'Anvers qui a un effet révélateur ⁷³. Aussi bien L. Steinberg que L. Saerens pointent du doigt l'implication directe des collaborateurs dans la persécution des Juifs et la responsabilité plus que passive de nombreuses institutions et autorités belges. Cette dernière problématique est le thème principal de l'étude collective du CEGES intitulée de manière suggestive *La Belgique docile* ⁷⁴. Dans ses publications telles que *De jodenjagers van de Vlaamse SS* ⁷⁵ et *Haat is een deugd* ⁷⁶, L. Saerens porte la persécution des Juifs au niveau de la biographie individuelle des collaborateurs et de leurs idées. Les persécutions raciales et la répression de la résistance acquièrent une attention croissante. Près d'un quart de la production historiographique publiée entre 2009 et 2017 traite de ce sujet, et le gros de ces publications est constitué de micro-études locales et familiales ⁷⁷.

⁶⁹ K. AERTS, *Kinderen van de repressie. Hoe Vlaanderen worstelt met de bestraffing van de collaboratie*, op. cit., p. 241-242.

⁷⁰ H. GREVERS, *Van landverraders tot goede vaderlanders: de opsluiting van collaborateurs in Nederland en België, 1944-1950*, Amsterdam, Balans, 2013, p. 109-119.

⁷¹ N. WOUTERS, « The Second World War in Belgium: 75 years of history (1944-2019) », op. cit., p. 64.

⁷² M. STEINBERG, *L'étoile et le fusil*, 4 tomes, Bruxelles, Vie ouvrière, 1983-1987.

⁷³ L. SAERENS, *Vreemdelingen in een wereldstad: een geschiedenis van Antwerpen en zijn joodse bevolking (1880-1944)*, Tielt, Lannoo, 2000.

⁷⁴ R. VAN DOORSLAER et al., *La Belgique docile : les autorités belges et la persécution des Juifs en Belgique durant la Guerre mondiale*, Bruxelles, Luc Pire / CEGES, 2007 ; R. VAN DOORSLAER et al., *Gewillig België: overheid en jodenvervolgving tijdens de Tweede Wereldoorlog*, Amsterdam / Anvers / Bruxelles, Meulenhoff / Manteau / CEGES, 2007.

⁷⁵ L. SAERENS, *De jodenjagers van de Vlaamse SS: gewone Vlamingen?*, Tielt, Lannoo, 2007.

⁷⁶ L. SAERENS, *Haat is een deugd: het credo van de jodenjagers*, Tielt, Lannoo, 2017.

⁷⁷ N. WOUTERS, « The Second World War in Belgium: 75 years of history (1944-2019) », op. cit., p. 64.

Parmi les publications qui font parler d'elles, il convient de citer le livre de Francis Weyns qui raconte l'histoire de deux grands-pères impliqués dans la chasse à l'homme et les massacres sur le front de l'Est et dans leur propre village⁷⁸, le livre de F. Seberechts consacré à l'implication des Flamands dans les crimes de guerre sur le front de l'Est⁷⁹ et, surtout, l'ouvrage de H. Van Goethem, *1942: Het jaar van de stilte*⁸⁰, qui traite de la participation des autorités anversoises à la persécution des Juifs mais aussi de l'histoire du propre grand-père de l'auteur, qui, en tant que bourgmestre de guerre de Burcht, a collaboré à ces faits et, après la guerre, n'a pas manifesté le moindre sentiment de culpabilité, bien au contraire. C'est précisément ce manque de remords qui devient plus problématique, à mesure que les crimes du national-socialisme prennent une place plus centrale dans la mémoire collective de la guerre. À l'occasion du 70^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, le président de la N-VA et bourgmestre d'Anvers, Bart De Wever, a qualifié la collaboration de « page noire de l'histoire que le nationalisme flamand doit pouvoir regarder en face et ne jamais oublier » (« *zwarte bladzijde in de geschiedenis die het Vlaams-nationalisme onder ogen moet zien en die het nooit mag vergeten* ») lors d'une commémoration devant le monument aux victimes juives de sa ville. Il fait référence dans ce cadre également à son grand-père collaborateur et, par conséquent, aussi au mien.

Aujourd'hui, 75 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la page politique du traitement de la collaboration en Belgique semble petit à petit se tourner. En Flandre, les descendants médiatisés de collaborateurs ne font plus la quadrature du cercle en considérant la collaboration comme un combat pour la place de la Flandre, ce qui ne signifie pas que les apologistes de la collaboration ont tous disparu ou ont désarmé. Cette situation ressort par exemple du programme *Kinderen van de collaboratie* diffusé par la VRT en 2017 et des réactions qu'il a suscitées. Mais ce sont désormais des réactions marginales. Il en allait très différemment avant 1991, année de parution de *Onverwerkt verleden*.

La Belgique francophone accepte désormais que la collaboration fait aussi partie de son histoire et les institutions et groupes sociaux se rendent compte du côté sombre de l'adaptation à un régime criminel. L'étude historique y a indubitablement contribué. Mais la recherche n'est pas terminée. Il y a plus d'un quart de siècle, j'ai conclu ma thèse de doctorat consacrée au nationalisme flamand et à l'Ordre nouveau en estimant que je m'étais heurté aux limites de l'historiographie politique classique. J'ai ainsi écrit que ce n'est qu'en replaçant le militant politique individuel dans son contexte politique, culturel, social et économique que l'on peut expliquer le succès ou les déficiences des idées politiques⁸¹. Le traitement aussi bien juridique que social de la collaboration a créé une masse de sources qui permettent une telle recherche. Si cette recherche n'a pas encore pu être entièrement menée à bien, c'est en raison des obstacles à la consultation posés par la justice belge. J'espère qu'ils seront rapidement levés. En une époque de radicalisation politique et de crise croissante de l'État de droit démocratique, la recherche sur la collaboration est plus importante que jamais. Elle explique le fonctionnement de la radicalisation politique, le rôle de l'idéologie et les groupes politiques et sociaux les plus susceptibles d'y succomber. Elle démontre comment les systèmes et les idées politiques peuvent aspirer certaines personnes dans des dynamiques de violence et constituer un danger

⁷⁸ F. WEYNS, *De schaduwjaren. Het verhaal van mijn twee grootvaders in de oorlog, zwart en helemaal fout*, Gand, Borgerhoff & Lambergits, 2019.

⁷⁹ F. SEBERECHTS, *Drang naar het Oosten: Vlaamse soldaten en kolonisten aan het oostfront*, Anvers, Polis, 2019.

⁸⁰ H. VAN GOETHEM, *1942: Het jaar van de stilte*, Anvers, Polis, 2019.

⁸¹ B. DE WEVER, *Oostfronters: Vlamingen in het Vlaams Legioen en de Waffen-SS*, op. cit., p. 627.

pour leurs concitoyens. Cette recherche, qui peut également être entreprise par les descendants de collaborateurs dès lors qu'ils ont librement accès aux dossiers répressifs de leurs ancêtres, mettra indubitablement en lumière un passé douloureux. Mais, en fin de compte, elle contribuera à conjurer les démons et à guérir les traumatismes.